

La démocratie Malienne se rétablit | le Régime militaire suscite encore une admiration

Afrobarometer Policy Paper 12 | Boniface Dulani

Introduction

Pour reprendre les termes utilisés par l'homme politique britannique Winston Churchill, la démocratie « est le pire système de gouvernement, à l'exception de tous les autres qui ont pu être expérimentés dans l'histoire »¹. Après avoir connu une double crise de rébellion séparatiste et un coup d'Etat militaire en 2012, il y avait de sérieuses inquiétudes sur les perspectives d'avenir de la démocratie au Mali. Après avoir vécu l'expérience d'un régime autoritaire et une lutte séparatiste de courte durée, mais brutale, le retour à la démocratie serait-il possible à court et à moyen terme? Le pays serait-il en mesure de redécouvrir sa position comme l'une des démocraties prometteuses de l'Afrique ?

L'enquête Afrobaromètre de décembre 2013 a révélé que le retour de courte durée du Mali à l'autoritarisme a contribué à une légère augmentation de la demande des Maliens et leur satisfaction pour la démocratie. Le soutien à la démocratie a augmenté surtout parmi les principaux groupes victimes de la crise récente, dans le Nord du pays et parmi les populations déplacées internes. Ce soutien est compensé, cependant, par des niveaux relativement faibles de soutien à la démocratie et le rejet des alternatives non démocratiques chez les Maliens du Sud. Les élections présidentielles et législatives de 2013 ont en outre contribué à renouveler la confiance que font les Maliens à des institutions de l'Etat, comme en témoigne une confiance accrue dans les organismes publics clés et l'augmentation de la confiance selon laquelle les nouveaux fonctionnaires sont moins enclins à la corruption. Toutefois, compte tenu des expériences passées, il est incertain si cela peut être pérennisé.

Alors que la plupart des indicateurs de la démocratie sont orientés vers la hausse, la démocratie du pays reste encore fragile. En 2013, la demande pour la démocratie au Mali était non seulement inférieure à la moyenne africaine, mais selon les perceptions des Maliens les dirigeants politiques livrent une offre plus élevée de la démocratie que ce qu'exige la population, ce qui indique un excédent de l'autorité élite. Face à cette euphorie entourant le nouveau gouvernement et une paix relative, les niveaux de confiance élevés dans les établissements publics peuvent également être momentanés. En considérant la situation globale il y aurait lieu d'adopter un optimisme prudent dans la réflexion sur les perspectives démocratiques au Mali après le conflit.

Principaux constats

- La demande de la démocratie par les Maliens en 2013 demeure faible par rapport à la moyenne de 34 de pays d'Afrique en 2012². Seuls 38 % soutiennent à la fois la démocratie et rejettent des alternatives autoritaires, contre 45 % ailleurs sur le continent.
- La demande de la démocratie par les Maliens et leur offre perçue ont toutes les deux récemment augmenté. La demande de la démocratie a augmenté de 32 % en 2012 à 38 % en décembre 2013, alors que l'offre perçue a doublé, passant de 24 % en 2012 à 49 % en 2013.
- La grande majorité des Maliens continuent à rejeter la dictature (un Président qui prend ses décisions unilatéralement) et l'exercice du pouvoir par un seul parti. Il y a une plus grande acceptation, cependant, du régime militaire étant donné qu'à peine la moitié des citoyens (56 %) rejettent l'option militaire.
- Étant donné que la demande de démocratie est beaucoup plus faible que l'offre perçue, les Maliens peuvent être disposés à accepter un excédent d'autorité élite. D'autres réformes démocratiques sont donc peu susceptibles d'émaner des mouvements de la base qui pourront exercer des pressions sur le gouvernement, mais reposent plutôt sur la bonne volonté des autorités.
- Les principaux groupes victimes de la rébellion et de l'occupation récente (les Maliens du Nord et les personnes déplacées à l'intérieur-IDP) rejettent le régime militaire à des taux plus élevés que les résidents des régions du sud et les non déplacés. 74 % des Maliens du Nord et 71 % des personnes déplacées rejettent le régime militaire par rapport aux taux de rejet de 54 % chez les Maliens du Sud et 55 % chez les non déplacés.
- Les Maliens faisaient toujours confiance aux élections en dépit de la récente crise : 70 % déclarent qu'ils ont voté lors des élections présidentielles de 2013, contre 66 % lors des élections de 2007. Il ne semble pas y avoir eu de grands obstacles de vote parmi les Maliens du Nord, qui déclarent avoir effectivement voté en plus grand nombre que les Maliens du Sud dans les élections présidentielles et législatives.
- Dans l'ensemble, 86 % ont déclaré qu'ils n'avaient pas peur de devenir victime de violence ou d'intimidation politique pendant les campagnes électorales de 2013. Plus de neuf sur dix personnes enquêtées (93 %) ont déclaré que les élections présidentielles de 2013 étaient entièrement libres et équitables ou libres et équitables, mais avec de petits problèmes.
- Les Maliens affichent désormais une plus grande confiance populaire envers les institutions politiques et une confiance accrue quant à la réduction de la corruption dans le gouvernement, en raison peut-être du retour d'un gouvernement démocratiquement élu.

Avancée de la démocratie dans le Mali post conflit, 2013

Jusqu'au moment du coup d'Etat militaire de 2012, les experts avaient classé le Mali comme l'une des démocraties les plus stables d'Afrique. Pendant plus de vingt ans, par exemple, les Rapports annuels *Freedom in the World* publiés par *Freedom House* avaient toujours classé le Mali parmi les rares pays africains dans la catégorie « libre »³. À la fin de 2012, cependant, le Mali a fait face à une crise politique de « multiples dimensions »⁴. Un coup d'État militaire survenu en mars 2012, contre un régime corrompu et incompetent d'Amadou Toumani Touré, a débouché sur le déraillement de deux décennies d'expérience démocratique malienne.

Les foules de citoyens maliens⁵ qui ont afflué dans les rues de Bamako en mars 2012 pour célébrer le renversement militaire du gouvernement du président Touré ont émis des doutes importants quant à l'engagement des citoyens maliens vers la démocratie. Une enquête Afrobaromètre en décembre 2012⁶ a révélé que la proportion de citoyens de ce pays exprimant la préférence pour la démocratie avait diminué de dix points en pourcentage en l'espace de quatre ans⁷. Dans le même temps, le rejet du régime militaire a continué sur une tendance à la baisse depuis 2002, avec à peine la moitié des Maliens désapprouvant l'option selon laquelle l'armée intervient pour diriger le pays.

En décembre 2013, un an plus tard, le Mali était sur la voie pour sortir de la crise. Le conflit du Nord était pour l'instant essentiellement maîtrisé. Le pays a été en mesure de tenir des élections présidentielles en juillet et août 2013 qui ont été remportées par Ibrahim Boubacar Keita, ancien premier ministre. Les leaders du coup d'État ont été entre-temps arrêtés en novembre 2013 et poursuivis en justice, où ils ont été inculpés de meurtre et enlèvement. En décembre 2013, le pays a franchi une autre étape vers un retour à la démocratie en organisant des élections législatives qui ont été jugées largement libres et équitables⁹. C'était dans ce contexte en constante évolution que l'Afrobaromètre a, du 17 décembre 2013 au 5 janvier 2014, mené une enquête à travers le Mali. Cet article s'inspire des résultats de cette enquête, en se concentrant spécifiquement sur l'avancée de la démocratie au Mali à partir des opinions et points de vue des citoyens ordinaires¹⁰.

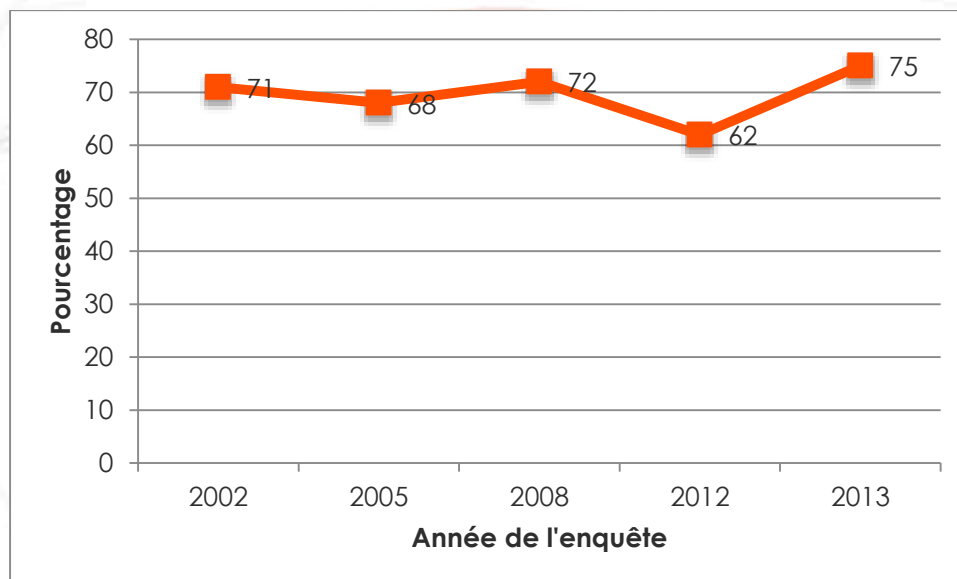
Attitudes à l'égard de la démocratie au Mali, 2013

Les enquêtes Afrobaromètre utilisent un cadre de la demande et de l'offre pour évaluer les attitudes et l'engagement populaires à l'égard de la démocratie¹¹. Du côté de la demande, ce cadre pose quatre questions connexes: la première mesure les expressions populaires de soutien à la démocratie ; les trois autres mesurent le refus massif des peuples du régime du parti unique, du régime militaire et de la dictature. Du côté de l'offre par contre, le cadre mesure la demande des Maliens et leur satisfaction pour la démocratie. Pris ensemble, ces éléments forment des échelles de la demande et de l'offre de la démocratie.

Demande pour la démocratie

Au plus fort de la crise en 2012, le soutien à la démocratie au Mali a chuté à son plus bas niveau lorsque seuls 62 % des citoyens du pays ont déclaré qu'ils préféreraient la démocratie à tout autre système de gouvernance (Graphique 1). En décembre 2013, un an plus tard, cependant, le soutien à la démocratie a commencé à se redresser avec trois quarts (75 %) des Maliens exprimant la préférence pour la démocratie¹² (Graphique 1).

Graphique 1 : Soutien pour la démocratie au Mali (2002-2013)



Question: Laquelle de ces 3 affirmations est la plus proche de votre opinion?

AFFIRMATION 1: La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement

AFFIRMATION 2: Dans certaines circonstances, un gouvernement non démocratique peut être préférable

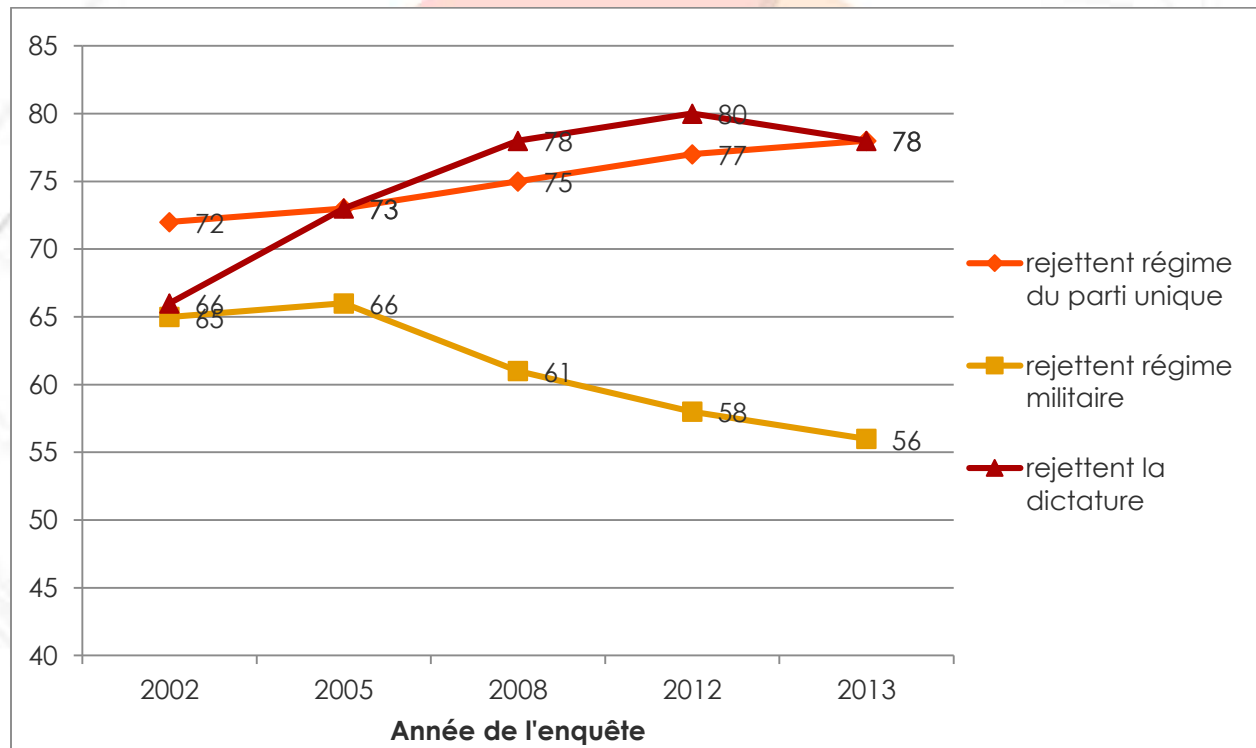
AFFIRMATION 3: Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons

Les chiffres sont pour ceux qui ont dit «La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement»

Les principaux groupes victimes de la rébellion touareg et l'occupation djihadiste, expriment désormais les plus grandes préférences pour la démocratie. Il ressort de ces enquêtes que huit Maliens du Nord sur dix expriment leur soutien à la démocratie (88 %), par rapport à leurs homologues du Sud, dont le soutien à la démocratie est de 74 %, soit quatorze points en pourcentage de moins. Un autre groupe qui a été directement touché par la rébellion, les personnes déplacées, expriment également des niveaux élevés de soutien à la démocratie (82 %) contre 75 % chez la population non-déplacée. L'expérience combinée de la rébellion et du régime militaire semble donc avoir relancé l'enthousiasme et le soutien à la démocratie, en particulier parmi les principaux groupes victimes au Mali.

Dans les enquêtes Afrobaromètre précédentes, les Maliens ont démontré une tendance constante dans leur rejet des alternatives non démocratiques¹³ : la grande majorité a rejeté le régime du parti unique, et la dictature tandis que de plus faibles majorités et en déclin, ont rejeté le régime militaire. Les résultats de l'enquête de décembre 2013 ont révélé que l'expérience de la rébellion et du régime militaire n'ont pas eu un impact significatif contre diverses solutions non démocratiques. Le rejet global de l'exercice du pouvoir par un seul parti, et de la dictature demeure encore élevé tandis que le rejet du régime militaire reste faible (Graphique 2) :

Graphique 2: Rejet des solutions autoritaires au Mali, 2002-2013



Alors que la situation globale est demeurée relativement stable au fil du temps, les données de 2013 masquent des différences importantes. Alors qu'une proportion plus élevée des Maliens semble approuver le régime militaire, avec seuls 56 % qui rejettent ce système de gouvernance en décembre 2013, les principaux groupes victimes de la rébellion et du coup d'État militaire, c'est-à-dire les Maliens du Nord et les personnes déplacées, sont plus susceptibles de rejeter le régime militaire par rapport aux populations du Sud et la population non-déplacée (Tableau 1):

Tableau 1 : **Soutien pour la démocratie et rejet de solutions non-démocratiques**
| classé par localité et statut de personne déplacée au Mali | 2013

(Pourcentage des personnes interrogées dans chaque catégorie)

	Maliens du Nord	Maliens du Sud	Déplacés	Non-déplacés	Total
Rejettent le parti unique	84	78	83	78	78
Rejettent le régime militaire	74	54	71	55	56
Rejettent la dictature	90	77	84	78	78
Soutiennent la démocratie	88	74	82	74	75

Alors qu'à peine la moitié (54 %) des Maliens du Sud rejette le régime militaire, près des trois quarts (74 %) de leurs compatriotes du Nord le rejettent. Une comparaison des attitudes des personnes déplacées et des non-déplacées révèle une situation similaire, avec 71 % des personnes déplacées rejetant le régime militaire contre seuls 55 % parmi les personnes non-déplacées. De même, les Maliens du Nord sont plus favorables à la démocratie (88 %) que les Maliens du Sud (74 %).

Y a-t-il eu un changement dans la demande de démocratie entre décembre 2012 et 2013 ? Il faut noter que l'enquête Afrobaromètre de 2012 n'a été réalisée que dans la partie sud du Mali : les personnes résidant dans les régions du Nord n'ont pu être interrogées en raison de la situation sécuritaire instable à l'époque. L'enquête de 2013 a, par contre, couvert l'ensemble du pays, permettant ainsi la prise en compte dans l'analyse des avis et des attitudes des Maliens du Nord. Les comparaisons doivent donc tenir compte de cette différence d'échantillonnage.

La demande de la démocratie est une échelle construite à partir de quatre questions qui mesurent le soutien pour la démocratie et le rejet des trois alternatives autoritaires. Les répondants qui déclarent *à la fois* leur préférence pour la démocratie *et* rejettent *toutes les* trois solutions sont beaucoup plus susceptibles d'exiger la démocratie. Quelle est la logique derrière cette échelle ? La demande effective de la démocratie exige « des actes concrets et pas uniquement de belles/simples paroles ; cela implique également que les gens abandonnent les attachements aux anciens [systèmes de gouvernements] »¹⁴.

La conclusion la plus visible de cette analyse est que la demande globale de la démocratie a légèrement augmenté de 32 % en 2012 à 38 % en 2013. En d'autres termes, la proportion des Maliens qui déclarent *à la fois* leur préférence pour la démocratie *et* rejettent en même temps le régime du parti unique, le régime militaire et la dictature, a augmenté de huit points en pourcentage.

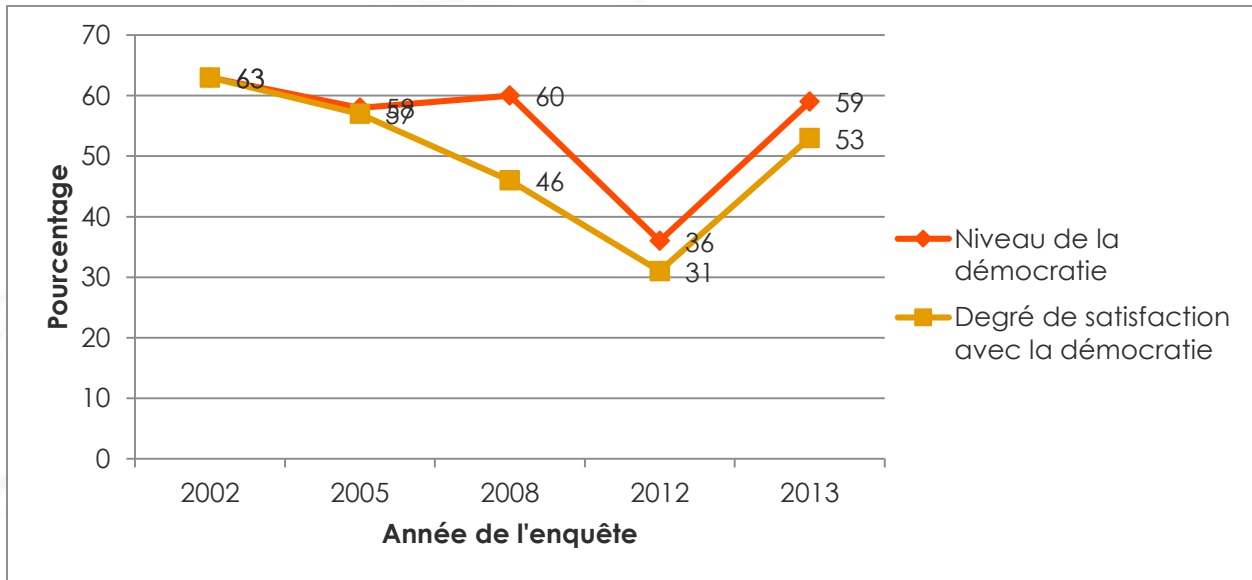
En dépit de la légère hausse de la demande globale de la démocratie enregistrée au Mali en 2013, elle reste faible par rapport à la moyenne africaine de 45 % enregistrée dans 34 pays africains en 2012¹⁵. Le faible niveau de demande de la démocratie au Mali montre que la démocratie du pays reste très fragile. Les revendications de soutien à la démocratie de nombreux citoyens du Mali restent donc faibles, puisque presque deux tiers restent attachés aux vestiges de régimes autocratiques même si, dans le même temps, ils déclarent leur soutien à la démocratie. Cela pourrait rendre le retour à la démocratie susceptible de reprise autoritaire avec peu de probabilité de la résistance populaire.

Alors que les résultats de l'enquête ont montré que les Maliens du Nord et les personnes déplacées ont décidé d'adopter la démocratie, ce soutien pourrait reposer sur la capacité du gouvernement malien à assurer le développement et à fournir à ses citoyens la sécurité dans la région. Les niveaux élevés de soutien parmi les Maliens du Nord et les personnes déplacées, peuvent être en d'autres termes, directement influencés par les bénéfices de la paix. En cas de retour ou de reprise d'un conflit armé, il est fort probable que les Maliens du Nord et les personnes déplacées pourraient perdre confiance dans la capacité du régime démocratique de gérer la situation et ainsi les obliger à chercher des alternatives non démocratiques.

Offre de la démocratie

Dans quelle mesure les Maliens considèrent-ils les élites politiques comme offrant la forme de gouvernement qu'ils veulent dans le Mali post-conflit? Pour répondre à cette question, nous construisons un indice de l'offre perçue de la démocratie à partir de deux indicateurs, le premier mesurant le niveau de la démocratie¹⁶ au Mali et le deuxième portant sur leur degré de satisfaction avec la manière dont la démocratie fonctionne au Mali?¹⁷ (Graphique 3)

Graphique 3 : Niveau de, et degré de satisfaction avec la démocratie au Mali, | 2002-2013



Le coup d'Etat militaire de mars 2012 et l'effondrement subséquent de la démocratie au Mali a été très surprenant étant donné que le pays était jusqu'alors considéré comme une des démocraties les plus stables du continent. Cet effondrement a entraîné la rétrogradation du pays par Freedom House de son statut précédent de « libre » vers le statut « pas libre »¹⁸. Les Africains ordinaires sont tout aussi capables que les experts dans la détermination du niveau de la démocratie dans leur pays comme en témoigne le fait qu'en décembre 2012 plus de la moitié (59 %) des Maliens ont évalué leur pays comme étant une démocratie pleine ou presque pleine. Ceci semble marquer une tendance inverse à ce qui avait été observé en 2008, quand une enquête Afrobaromètre précédente avait révélé que 60 % des Maliens considéraient leur pays comme une pleine démocratie ou une démocratie, mais avec des problèmes mineurs¹⁹. Dans le même temps, très peu de Maliens (36 %) ont déclaré leur satisfaction avec la manière dont la démocratie fonctionnait au Mali en 2012.

Suite aux élections présidentielles et législatives de 2013, cependant, une légère majorité (59 %) des Maliens ont reconnu que leur pays avait commencé à se rétablir et qu'il était devenu à nouveau soit une pleine démocratie ou une démocratie, mais avec des problèmes mineurs. (Tableau 2)

Tableau 2 : Niveau de, et degré de satisfaction avec la démocratie au Mali, classé par localité et statut | 2013

(Pourcentage des personnes interrogées dans chaque catégorie)

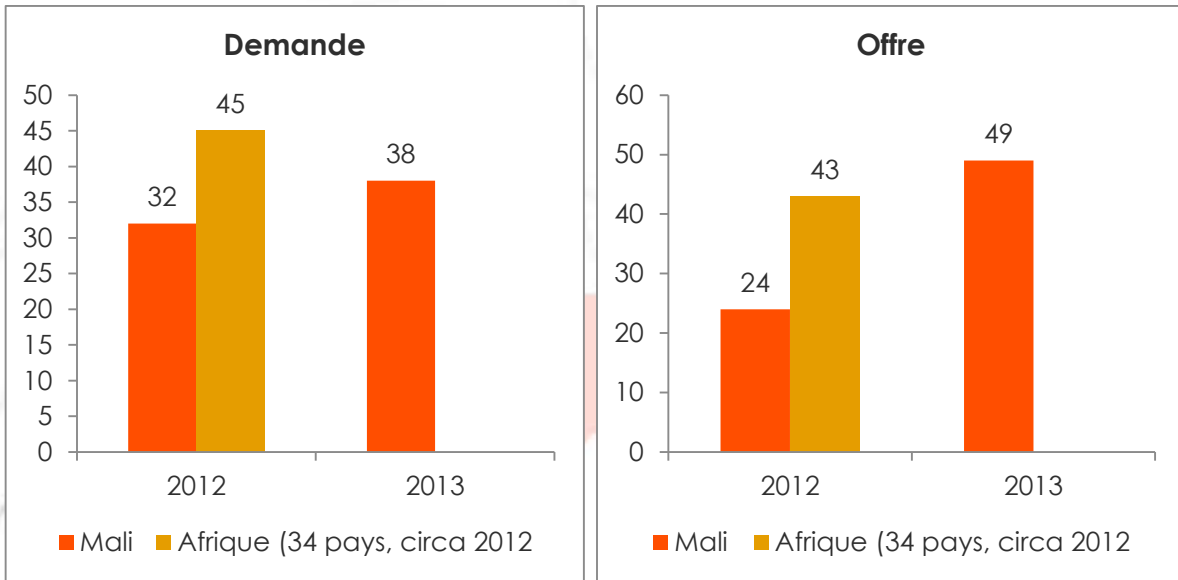
	Maliens du Nord	Maliens du Sud	Déplacés	Non-déplacés	Total
Perçoivent une pleine démocratie	73	58	63	59	59
Déclarent satisfaction avec la démocratie	72	52	61	54	53

Les Maliens du Nord émettent une plus grande satisfaction que leurs compatriotes du Sud. Cela peut s'expliquer par le fait que les Maliens du Nord sont sans doute les plus grands bénéficiaires de la répression de la rébellion et de l'amélioration de la sécurité et de la stabilité dans le Nord.

Pour mesurer l'offre globale de la démocratie, un indicateur composite identifie ceux qui disent *à la fois* que leur pays est démocratique *et* déclarent également leur satisfaction avec la performance démocratique. Les résultats montrent que la proportion de ceux qui perçoivent l'offre de la démocratie a doublé, passant de 24 % en 2012, à 49 % en décembre 2013. En effet, l'offre perçue de la démocratie en 2013 au Mali est supérieur à la moyenne de 43 % de 34 pays africains enregistrés en 2012²⁰. (Graphique 4)

Bien que ces résultats laissent entendre que les Maliens sont optimistes sur les progrès réalisés sur le plan de l'offre de la démocratie, ils sont également conscients qu'il y a un long chemin à parcourir pour retrouver les niveaux de la démocratie des années précédentes. Par ailleurs, le fait que l'offre perçue de la démocratie en 2013 est toujours inférieure à la moitié signifie qu'alors que les citoyens sont prêts à accorder le bénéfice du doute au nouveau gouvernement, plusieurs réformes sont nécessaires afin de satisfaire pleinement les attentes de la population. (Graphique 4)

Graphique 4 : Demande et offre de la démocratie au Mali et en Afrique | 2012 & 2013



En définitive, l'offre et la demande de la démocratie ne semblent pas concorder. Le fait que l'offre perçue de la démocratie en 2013 (49 %) est supérieure à la demande populaire de la démocratie (38 %) met en évidence la fragilité persistante de la démocratie au Mali et sa susceptibilité persistante à la prise du pouvoir par la force. En d'autres termes, les Maliens sentent déjà que lorsqu'il s'agit de déterminer le régime politique au Mali, la décision revient aux élites politiques. Autrement dit, l'écart de 11 point en pourcentage entre l'offre et la demande représente un excédent d'autorité. Ces données représentent une inversion de tendance par rapport à 2012 où la demande populaire a supplanté de six points l'offre perçue par l'élite, c'est-à-dire que la demande populaire de la démocratie a dépassé ce que pouvait offrir l'élite, ce qui s'est traduit en déficit de démocratie. Il ressort des données de l'enquête que dans le nouvel ordre politique, il est peu probable que de nouvelles réformes démocratiques soient initiées par la population, mais reposent plutôt sur la bonne volonté des autorités.

Qualité des élections et des campagnes

Les Maliens expriment l'optimisme sur la reprise démocratique à la fin de 2013, mais en même temps de nouveaux progrès nécessitent un environnement politique stable et pacifique ; un regain de confiance dans les institutions démocratiques clés, y compris la confiance dans la gestion des élections ainsi que d'une volonté de la part des citoyens de participer au processus politique.

L'enquête Afrobaromètre a révélé que, malgré la persistance de l'insécurité, la campagne électorale pour les élections de 2013 a eu lieu dans des conditions caractérisées comme étant généralement paisibles, et que 86 % de tous les Maliens ont indiqué qu'ils n'ont pas eu peur d'être une victime d'intimidation politique ou de violence pendant la campagne, contre 14 % seulement. Une très grande majorité (93 %) de tous les répondants a indiqué que les élections présidentielles tenues en août 2013 étaient entièrement libres et équitables ou libres et équitables, mais avec de petits problèmes. Ces statistiques représentent une forte augmentation par rapport aux 57 % qui partageaient le même avis sur les élections de 2007. La très forte hausse des avis favorables par rapport aux élections de 2013 peut être attribuée en partie à la confiance populaire dans la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) : passant de 41 % en décembre 2012 à 81 % en décembre 2013, soit une augmentation de 40 points en pourcentage.

Étant donné l'instabilité dans le nord, et le statut résidentiel incertain des personnes déplacées, on pourrait se demander si ces groupes étaient en mesure de participer pleinement au processus électoral. Contre toute attente, les résultats révèlent que la plupart des citoyens ont eu l'occasion de voter lors des deux élections de 2013 indépendamment de la région de résidence ou du statut de personne déplacée. En fait, il y a eu un taux de participation plus élevé de 85 % et 84 % respectivement parmi les Maliens du Nord contre 70 % et 63 % respectivement des compatriotes du sud qui ont déclaré avoir voté lors des élections présidentielles et parlementaires. (Tableau 3)

Tableau 3 : Qualité des Elections | Mali 2013
| Pourcentage des répondants qui :

	Maliens	du Nord	du Sud	Déplacés	Non-Déplacés
Perçoivent la période des campagnes électorales comme étant largement pacifique et sans violence	86	91	86	85	87
Déclarent avoir vote lors des élections présidentielles d'août 2013	70	85	69	57	71
Déclarent avoir vote lors des élections législatives de décembre 2013	63	84	61	55	63
Perçoivent les élections prés. comme étant entièrement libres et équitables/libres et équitables, mais avec de petits problèmes	93	92	93	92	93
Perçoivent les élections parl. comme étant entièrement libres et équitables/libres et équitables, mais avec de petits problèmes	87	92	87	71	84

Alors que plusieurs études²¹ antérieures ont démontré que lorsqu'il s'agit des élections, il y a souvent des « surdéclarations » de la part des répondants, les fortes participations des Maliens du Nord au processus électoral corroborent la conclusion selon laquelle les résidents de cette région apprécient la démocratie plus que les autres dans le pays. Les Maliens du Nord semblent avoir adhéré à l'idéologie démocratique en votant pour leurs leaders préférés.

Alors que les Maliens du Nord n'ont apparemment pas été confrontés à des défis importants par rapport à leurs homologues du Sud, les personnes déplacées semblent avoir rencontré des obstacles uniques qui ont réduit leur capacité à voter, notamment à l'élection présidentielle. Au total, le taux déclaré de participation aux élections présidentielles parmi les personnes non-déplacées a enregistré une hausse de quatorze points en pourcentage par rapport aux personnes déplacées à 57 %. Ceci n'est pas surprenant. Au moment de l'élection présidentielle, une forte proportion de personnes déplacées vivaient encore dans des camps ou avaient trouvé refuge auprès de « frères et sœurs » ou des amis dans le sud du pays. La proportion des personnes déplacées qui ont déclaré avoir perdu leurs cartes électorales était supérieure à celle des personnes non-déplacées (23 % contre 17 %), et deux fois plus de personnes déplacées (14

%) ont déclaré ne pas avoir voté à l'élection présidentielle pour des raisons non précisées. Au moment des élections législatives en décembre 2013, cependant, beaucoup de personnes déplacées avaient regagné le Nord, supprimant ainsi certains des obstacles qui les avaient empêchées de voter par rapport à leurs homologues non déplacés.

Gouvernance démocratique

Les événements qui ont mené à la rébellion du Nord et le renversement du gouvernement démocratiquement élu en mars 2012 ont démontré que la démocratie implique bien plus que la simple tenue d'élections régulières. Le fait que certaines des personnes qui avaient déjà voté deux fois pour le Président Touré sont descendues dans les rues pour célébrer son éviction en 2012 suggère non seulement un engagement populaire superficiel à la démocratie, mais offre en même temps une leçon importante à tirer : la consolidation de la démocratie sur le continent nécessite une attention à tout un éventail de facteurs au-delà du jour même des élections. Il s'agit notamment de l'engagement populaire au principe de l'élection des leaders à travers des élections régulières et ouvertes ; l'acceptation que l'exécutif soit en mesure d'être contrôlé par le pouvoir législatif et les cours et tribunaux ; le soutien au pluralisme politique ; et la priorisation d'un gouvernement qui est responsable et imputable.

En 2013 les Maliens ont apporté un soutien massif aux élections. Près de neuf répondants sur dix (89 %) ont affirmé que les dirigeants doivent être élus ; six sur dix (62 %) ont opté pour un gouvernement responsable par rapport à un gouvernement efficace ; et une proportion similaire (61 %) a déclaré qu'ils soutiennent le pluralisme politique sous forme de plusieurs partis politiques. Bien que l'entérinement populaire des élections ait légèrement augmenté de 83 % en 2012, le fait qu'il est resté élevé a révélé que l'expérience du régime militaire n'a pas influencé les gens à reconsidérer (changer) leur mode préféré pour le choix des dirigeants. Bien au contraire, la crise dans le pays aurait en fait plutôt renforcé la croyance populaire aux élections.

Les Maliens du Nord sont pourtant partagés également sur leur préférence pour un gouvernement qui est efficace contre un gouvernement qui est responsable ainsi que sur leur soutien au pluralisme politique. Il est tout à fait normal de s'attendre à un degré d'appréhension dans ce groupe, compte tenu de l'échec apparent du gouvernement Touré pour protéger les résidents du Nord de la rébellion touareg et l'insurrection islamiste de 2012. Dans ces circonstances, un gouvernement fort et efficace peut l'emporter sur la responsabilité et la concurrence politique.

Tableau 4 : **Attitudes à l'égard de la gouvernance démocratique au Mali, 2013**
| Pourcentage des répondants qui ont déclaré que :

	Maliens	du Nord	du Sud	Déplacés	Non-déplacés
Il est important de tenir le gouvernement pour responsable (de l'efficacité)	62	47	63	57	62
Les leaders doivent être choisis à travers des élections libres et régulières	89	90	89	90	89
Ils soutiennent la concurrence multipartite	61	65	61	67	61

Responsabilité du gouvernement

Les Maliens mettaient en avant comme étant l'une des principales causes de la rébellion du Nord et la justification pour le coup d'État militaire de 2012, la conviction que le gouvernement Touré avait perdu toute légitimité en raison de la corruption et de l'incompétence. Peut-on dire que la profondeur de l'engagement démocratique des citoyens maliens s'étend à la préférence pour un gouvernement limité et responsable ? Demandent-ils la primauté du droit/l'état de droit, y compris être disposés à obéir aux lois adoptées par un gouvernement légitime ? Les résultats montrent que, tout comme en 2012, une grande partie des Maliens (91 %) ont en 2013 appuyé la position selon laquelle les citoyens doivent obéir ou se soumettre aux lois adoptées par un gouvernement élu (au pouvoir), quel que soit le candidat pour lequel ils ont voté. Ce chiffre est similaire au 88 % des sondés qui partageaient le même point de vue en 2012. L'expérience de la guerre dans le Nord n'a donc pas affaibli la confiance parmi les citoyens du Mali quant à la primauté du droit.

Le soutien en faveur de l'État de droit est élevé, mais les Maliens n'affichent qu'un enthousiasme mitigé pour un gouvernement limité. Il faut noter que ce n'est que la moitié des Maliens qui estiment que l'Assemblée nationale et les Tribunaux devraient contrôler de près les actions de l'Exécutif (Tableau 5). Ces statistiques révèlent qu'une minorité significative des Maliens, surtout dans le sud, est assez tolérante au leadership fort et « qui n'a de comptes à rendre à personne » (pas redevable). Cette constatation confirme en outre les résultats antérieurs d'enthousiasme mitigé pour le gouvernement responsable et de la concurrence multipartite.

Il a effectivement été révélé que moins de la moitié des Maliens perçoivent un rôle pour les électeurs pendant les périodes entre deux élections. Interrogés sur qui devrait être responsable

de s'assurer qu'une fois élus les députés de l'Assemblée nationale et les membres du conseil communal font leur travail, très peu de citoyens y perçoivent leur rôle. Les Maliens du Sud estiment que les électeurs ont un rôle plus important à jouer. Les Maliens du Nord par contre préfèrent déléguer cette responsabilité à d'autres élus ou aux Tribunaux. Lorsque ces constatations sont lues conjointement avec les résultats antérieurs qui montrent une faible demande de la démocratie, nous retrouvons une fois de plus une illustration supplémentaire de la nature fragile de la démocratie malienne qui se rétablit.

Tableau 5 : **Avis sur la responsabilité du gouvernement et rôle des citoyens | 2013**
| Pourcentage des répondants qui :

	Maliens	du Nord	du Sud	Déplacés	Non-déplacés
Sont d'accord que les citoyens doivent obéir aux lois, quel que soit le candidat pour lequel ils ont voté	91	97	91	94	91
Soutiennent que l'Assemblée nationale décide des lois pour le pays même si le Président (de la Rép.) n'est pas d'accord	56	81	54	66	56
Soutiennent que le Président (de la Rép.) doit toujours obéir aux lois et aux arrêts de (rendus par) la justice	58	71	57	63	58
Estiment que les électeurs doivent s'assurer que les Députés de l'Assemblée nationale font leur travail	36	23	37	36	36
Estiment que les électeurs doivent s'assurer que les Membres du Conseil communal font leur travail	43	37	44	46	43
Estiment que les électeurs doivent s'assurer que le Président de la République fait son travail	33	36	32	33	33

Légitimité du gouvernement

Le fait que les Maliens ne faisaient plus confiance à des institutions publiques a contribué à déclencher le renversement du gouvernement démocratiquement élu du Président Touré en 2012. Au dire de Whitehouse²², l'incapacité du Président Touré à assurer un leadership fort et

efficace, et son échec à éradiquer la corruption, ainsi que la mauvaise gestion de la rébellion dans le Nord par son gouvernement, ont entraîné une perte de confiance du public dans les principales institutions gouvernementales. Par conséquent, en dépit d’avoir remporté les élections de 2007 avec une majorité de 71 %, les Maliens ont accepté d’accorder une légitimité aux leaders du coup d'Etat militaire, grâce en partie à « leurs beaux discours et belles paroles (rhétorique) sur la restauration d’une véritable démocratie et de l’élimination de la corruption »²³. Il n'est pas surprenant, par conséquent, que la crise de 2012 a eu pour effet net de porter gravement atteinte à la confiance du public dans les institutions gouvernementales.

Figure parmi les effets les plus remarquables du retour à un régime démocratique à la fin de 2013 le renouvellement de la confiance du public dans les institutions gouvernementales. Différentes institutions publiques, y compris la présidence, l'Assemblée nationale, la Commission électorale nationale indépendante (CENI), l'armée, la Police, entre autres, ont connu un rétablissement de la confiance du public entre 2012 et 2013. Par rapport à 2012, la confiance globale de la population dans le président a augmenté de 46 points en pourcentage, passant de 44% en 2012 à 90% en 2013. La cote de confiance dans la Présidence était de 44% en 2012, ce qui a augmenté de 46 points en pourcentage pour atteindre les 90 % en 2013. Nous constatons parmi les autres gagnants que l'Assemblée nationale a enregistré une augmentation de 33 points en pourcentage.

Tableau 6 : **Confiance de la population à l’égard des institutions publiques**
| **Pourcentage des répondants qui disent qu'ils font confiance au (à la):**

	2012	2013
Président de la République	44	90
Assemblée nationale	43	76
Commission électorale nationale indépendante. (CENI)	41	81
Conseil communal	54	70
Partis de la mouvance présidentielle	37	75
Partis politiques de l’opposition	40	47
Police	48	64
Armée	67	85
Tribunaux	46	59
CVJR	NA	80

Alors que la confiance populaire accrue dans les organes du gouvernement est de bon augure pour la stabilité politique au Mali, les chiffres doivent être considérés avec prudence. Etant donné que l'enquête de 2013 a été menée immédiatement après les élections présidentielles et législatives de 2013, l'opinion publique pourrait être faussée par l'euphorie d'un retour à la démocratie et les premiers jours de l'administration du Président Keita. En effet, les données des enquêtes antérieures ont révélé que les nouveaux dirigeants du Mali bénéficient souvent des cotes de confiance élevées au début de leur mandat, mais que ces taux de confiance diminuent progressivement dans le temps. Ce fut le cas d'ailleurs avec le Président Touré lui-même, qui en 2002, jouissait de 71 % de cote de confiance durant la première année de son mandat. Ce niveau de confiance avait toutefois progressivement diminué et avait presque complètement disparu au moment du coup d'Etat militaire de 2012²⁴.

La situation au Mali présente une autre particularité positive pour le processus de réconciliation. Huit Maliens sur dix (80 %) ont exprimé leur confiance dans la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR). La CVJR a été créée en mars 2013 en vue de promouvoir la cohésion nationale et de recommander des mesures susceptibles de contribuer à la réconciliation de toutes les communautés maliennes²⁵. Les niveaux élevés de confiance populaire dans la CVJR est un indicateur important de la confiance du public dans cet organe si important si elle devait atteindre ses objectifs de réconciliation nationale. Les niveaux de confiance sont cependant légèrement plus faibles chez les deux groupes essentiels, les Maliens du Nord (75 %) et les personnes déplacées (74 %). Bien que ces chiffres semblent très élevés, nous pouvons nous permettre de penser que la CVJR, qui reste une entité méconnue de nombreux Maliens, doit faire davantage pour convaincre ces deux groupes.

Perceptions du public sur la corruption

Les perceptions populaires généralisées de corruption ont également contribué à faire tomber le gouvernement Touré. Cédons la parole à Whitehouse (2013) qui a fait remarquer que, l'idée que la corruption n'était pas contrôlée aux plus hauts échelons de l'Etat (en toute impunité) s'est très vite répandue et a contribué à porter atteinte à la légitimité du Président Touré.

Bien que l'enquête Afrobaromètre de 2012 ait été réalisée plusieurs mois après l'éviction de Touré, elle a néanmoins réussi à obtenir le persistant doute du grand public sur l'engagement du gouvernement par rapport à la lutte contre la corruption. L'opinion répandue parmi les Maliens en décembre 2012 était donc celle d'un d'un gouvernement qui était encore très corrompu, ce qui corrobore les résultats des enquêtes précédentes. En décembre 2013 et par rapport aux douze mois précédents, en revanche, toutes les institutions clés du gouvernement, à savoir le Président de la République, l'Assemblée nationale, les membres du Gouvernement,

les Conseillers communaux, la Police, l'Armée étaient perçues comme étant plus honnêtes et moins sujettes à la corruption. (Tableau 7)

Tableau 7 : **Perceptions d'Honnêteté Parmi les Agents Public | 2012-2013**
| **Pourcentage des répondants qui disent qu'aucun ou seulement certains fonctionnaires sont impliqués dans la corruption**

	2012	2013
Président de la République et les fonctionnaires de la Présidence	45	74
Députés à l'Assemblée nationale	48	70
Membres du Gouvernement	45	69
Conseillers communaux	54	67
Police	49	61
Juges et magistrats	44	61

Les améliorations les plus marquantes de perception de la corruption ont été enregistrées à la présidence, où 74 % des Maliens ont déclaré qu'aucun ou seulement quelques individus dans le Bureau du Président Keita sont impliqués dans la corruption. L'enquête de 2012 avait révélé les mêmes proportions (45 %).

Alors que l'Assemblée nationale a également enregistré une amélioration quant à la perception de la réduction de la corruption, nous trouvons significatif qu'il y a cependant une différence régionale remarquable. Il y a plus de Maliens du Nord (83 %) que les Maliens du Sud (69 %) qui considèrent que la plupart des membres de l'Assemblée nationale sont honnêtes. Se dégage ainsi de l'analyse la bipartition Nord/Sud, ce qui souligne une fois encore la fragilité de la transition du Mali vers la démocratie.

Les perceptions de la corruption peuvent également refléter la confiance dans les institutions gouvernementales en ce que la population a très souvent tendance à évaluer de manière favorable les nouveaux gouvernements au début de leur mandat. Mais la plupart du temps la situation change progressivement avec le temps. Certes, beaucoup de Maliens considèrent l'administration Keita comme étant « plus propre » que son prédécesseur ; seuls 23 % disent que « tous » ou « la plupart » des hommes du nouveau Président sont corrompus. Mais la cote de popularité initiale de Keita va durer encore combien de temps ? Sera-t-il capable de briser le

cycle malheureux établi par les précédents Présidents maliens pour lesquels la cote de confiance n'a cessé de fléchir au fil du temps ?

Conclusion

Cette analyse a démontré que le Mali s'est engagé dans la redécouverte de la démocratie. Après une brève interruption due à un régime autoritaire en 2012-13, la demande populaire et l'offre perçue de la démocratie ont toutes les deux augmenté. Toutefois, la demande populaire est encore à la traîne par rapport à l'offre perçue de l'élite, laissant croire qu'il existe une nostalgie persistante pour l'autoritarisme. En effet, la demande de démocratie en 2013 est encore très faible et reste inférieure à la moyenne continentale, calculée à partir de 34 pays en 2012.

En accord avec l'argument de Churchill qu'on n'apprécie vraiment les vertus de la démocratie que lorsqu'on aura vécu d'autres systèmes de gouvernance, les enquêtes sont éloquentes à cet égard : les personnes les plus touchées par la crise de 2012, à savoir les Maliens du Nord et les personnes déplacées à l'intérieur, tendent désormais à valoriser la démocratie plus que ceux qui étaient moins touchés. Cet article a montré également la confiance accrue du public dans les institutions fédérales, y compris des élections compétitives, la primauté du droit et un gouvernement responsable. Il a également été établi une plus grande confiance populaire dans les représentants du gouvernement et de plus faibles perceptions de corruption.

La situation reste cependant fragile. La demande de démocratie est encore faible. Il est notamment inquiétant de constater les taux de rejets relativement faibles pour un régime militaire. Il reste donc à voir si le regain de confiance (le renouvellement de la confiance) dans la démocratie va durer.

NOTES

¹ Winston Churchill, Discours à la Chambre des Communes, le 11 novembre 1947, http://hansard.millbanksystems.com/commons/1947/nov/11/parliament-bill#column_206, consulté le 10 avril 2014

² Michael Bratton and Richard Houessou, "Demand for Democracy is Rising in Africa, But Most Leaders Fail to Deliver," Afrobarometer Policy Paper No. 11, April 2014.

³ La seule exception a été de 1993 à 1994 quand le Mali a été classé « partiellement libre » avec un score moyen de Freedom House de 3. cf. Freedom House, rapports annuels "Freedom in the World"

⁴ Massa Coulibaly and Michael Bratton, 2013, "Crisis in Mali: Ambivalent Popular Attitudes on the Way Forward," dans *Stability: International Journal of Security & Development*, 2(2): 31, pp. 1-10

⁵ cf. Mali coup supporters rally in capital", "The Guardian Newspaper, 28 March 2012, <http://www.theguardian.com/world/2012/mar/28/mali-coup-supporters-rally>

⁶ En raison de la situation sécuritaire au nord du Mali (zones hier sous occupation jihadiste et rebelle), l'enquête Afrobaromètre de 2012 a été menée uniquement dans les régions du sud du pays. Toute référence à cette enquête renvoie donc aux Maliens du Sud.

⁷ Coulibaly and Bratton, 2013, *ibid.*

⁸ *BBC News*, 27 November 2013 "Mali's coup leader Sanogo charged with 'murder', <http://www.bbc.com/news/world-africa-25130505>, consulté le 8 avril 2014

⁹ Freedom House, *Freedom in the World*, 2014

¹⁰ L'Afrobaromètre est une série comparative de sondages d'opinion publique qui mesurent l'opinion publique sur les questions de la démocratie, la gouvernance, les réformes du marché et de la société civile en Afrique. Les enquêtes ont commencé avec 12 pays en 1999, mais ont depuis été élargies pour couvrir un total de 35 pays, dont un certain nombre ont eu plus de cinq cycles (Rounds) d'enquêtes. La taille de l'échantillon national pour l'enquête de décembre 2013 du Mali était de 2 267, y compris un suréchantillonnage de 200 dans le nord du pays et un autre échantillon de 219 personnes déplacées à l'intérieur (IDP).

¹¹ cf. Michael Bratton and Robert Mattes, "Neither Consolidating nor Fully Democratic," Document Afrobrief N°. 67

¹² Les répondants ont été interrogés : « Laquelle de ces 3 affirmations est la plus proche de votre opinion? 1) La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement ; 2) Dans certaines circonstances, un gouvernement non démocratique peut être préférable ; et 3) Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons ». Etaient considérés comme partisans de la démocratie ceux qui ont choisi l'option numéro 1.

¹³ Les répondants ont été interrogés : « Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou en accord avec les alternatives suivantes ? a) Seulement un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner ; b) L'armée intervient pour diriger le pays ; et c) Les élections et l'Assemblée nationale

sont abolies de sorte que le Président puisse prendre ses décisions unilatéralement ». Ont été considérées comme rejetant les solutions non-démocratiques les personnes enquêtées qui ont répondu « Tout à fait en désaccord » et « En désaccord ».

¹⁴ Michael Bratton, (2012) "Trends in popular attitudes to multiparty democracy in Africa, 2000-2012," Document Afrobrief N°. 105

¹⁵ Michael Bratton and Richard Houessou, *ibid.*

¹⁶ Il a été demandé aux personnes enquêtées : « A votre avis, quel est le niveau de la démocratie au Mali aujourd'hui ? » Les options étaient : « Une pleine démocratie ; Une démocratie, mais avec des problèmes mineurs ; Une démocratie, avec des problèmes majeurs ; Pas une démocratie. » Etaient considérés comme percevoir une pleine démocratie les répondants qui avaient choisi « Une pleine démocratie » ou « Une démocratie, mais avec des problèmes mineurs ».

¹⁷ Il a été demandé aux personnes enquêtées : « Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction avec la manière dont la démocratie fonctionne au Mali? Etes vous : Très satisfait ; Assez satisfait ; Pas très satisfait ; Pas du tout satisfait ; Le Mali n'est pas une démocratie ». Etaient considérés comme étant satisfaits les répondants qui avaient choisi « Très satisfait » ou « Assez satisfait ».

¹⁸ Freedom House, *Freedom in the World*, 2013: Mali, <http://www.freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/mali#.U0gNrPmSz-s>

¹⁹ Afrobarometer, 2008, *Mali: Summary of Results*, East Lansing: AB

²⁰ Michael Bratton and Richard Houessou, *ibid.*

²¹ Brian Silver, Barbara A. Anderson, and P.R. Abramson, 1986, "Who over reports voting?", *American Political Science Review*, 80(2): 613-24.

²² Bruce Whitehouse, 2013, "A festival of brigands": in Search of democracy and Political legitimacy in Mali," dans *Strategic Review for Southern Africa, Vol 35, No 2*

²³ Bruce Whitehouse, 2013, *ibid.*

²⁴ Whitehouse, 2013, *ibid.*

²⁵ OSIWA, 2013, "Mali: The Dialogue and Reconciliation Commission is established, but now what?": <http://www.osiwa.org/en/portal/newsroom/573/Mali-The-Dialogue-and-Reconciliation-Commission-is-established-but-now-what.htm#sthash.JuOGBAKM.dpuf>, consulté le 6 avril 2014.

Boniface Dulani est professeur au Département d'études politiques et administratives de l'Université du Malawi. Il est également le domaine Operations Manager de travail pour l'Afrobaromètre.

L'Afrobaromètre remercie soutien financier pour cette étude de l'Institut des États-Unis de la paix et de la Banque mondiale..

